

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2019

Objet n° 28 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksas, Échevins; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, M. Thomas Eraly, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, M. Quentin van den Hove, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Emilie Desmedt, Conseiller communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Emin Ozkara, Mme Claire Geraets, M. Youssef Hammouti, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires - Exercices 2020 à 2024 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 35 voix contre 8 et 0 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Revu sa délibération du 21 novembre 2018 votant le règlement taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires pour les exercices 2019 à 2023;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant que la diffusion d'imprimés publicitaires nuit généralement au dépôt normal du courrier adressé ainsi qu'à la propreté des voies publiques et qu'il convient de limiter ou de faire rétribuer les prestations engendrées par cette situation qui oblige la commune à augmenter les moyens qu'elle doit mettre en œuvre pour assumer sa mission légale en matière de propreté de la voie publique ;

Considérant que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules en stationnement engendre aussi des nuisances importantes en matière de propreté publique puisque dans la plus grande majorité des cas, ces imprimés échouent sur la voie publique ;

Considérant que les imprimés publicitaires non adressés ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçant et comportant 40% de textes rédactionnels non publicitaires sont exonérés de la taxe;

Considérant que les textes rédactionnels non publicitaires ont comme but de jouer un rôle social et d'information générale et non pas d'aboutir à une transaction commerciale;

Considérant de promouvoir les activités commerciales locales, il n'y a pas lieu de les sanctionner, la publicité distribuée à domicile par les soins de commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire de quartier avec un maximum de 7.000 exemplaires par an est exonérée, quel que soit le nombre de distributions;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 22 octobre, 5 et 26 novembre 2019 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1

§1. - Il est établi, pour les exercices 2020 à 2024, une taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires. Est visée : la distribution à domicile de feuilles, de cartes, de catalogues et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés ainsi que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

§2. - Est uniquement visée la diffusion gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2

§1. - Sont visés par les présentes dispositions, les imprimés publicitaires ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

§2. - Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession ;
- les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique tels que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs ;
- les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- la propagande électorale ;
- les petites annonces non commerciales émanant de particuliers, les annonces notariales et les offres d'emploi.

§3. - Sont considérés comme textes publicitaires à caractère commercial, les textes ou les articles :

- dans lesquels, il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés ;
- qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, des produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.
- qui comprennent une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières.

Article 3

§1. - La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

§2. - Le distributeur des imprimés soumis à l'imposition est solidairement responsable du paiement de la taxe.

§3. - Si ni l'éditeur ni le distributeur ne sont identifiables, la taxe est due par la personne physique ou morale au profit de laquelle l'imprimé est distribué ou apposé. Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est distribué ou apposé, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

Article 4

Les taux d'imposition pour l'exercice 2020 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile :

§1.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 0,69€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 1] ;

§2.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale excède celle du format A4 : 3,36€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 2] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire : 6,79€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 3].

Est considéré comme catalogue ou journal publicitaire, la réunion, quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres,...), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires.

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 43,07€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé publicitaire apposé [Taux 4] avec un minimum de 430,66€ toujours dû [Taux 5]

Toute tranche entamée étant due.

Ces taux seront majorés de 2% au 1er janvier de l'année suivante conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 1]	0,70 €	0,71 €	0,73 €	0,74 €
[Taux 2]	3,42 €	3,49 €	3,56 €	3,63 €
[Taux 3]	6,92 €	7,06 €	7,20 €	7,35 €
[Taux 4]	43,93 €	44,81 €	45,71 €	46,62 €
[Taux 5]	439,28 €	448,06 €	457,02 €	466,16 €

Article 5

A la demande écrite du contribuable, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 6

Les taux de l'imposition forfaitaire mensuelle pour l'exercice 2020 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile:

§1.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 555,57€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 6] ;

§2.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale excède celle du format A4 : 2.779,43€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 7] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire d'une même nature commerciale : 5.565,10€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 8] ;

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 1.292,18€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires d'un même imprimé apposé au cours du mois [Taux 9]

Ces taux seront majorés de 2% au 1er janvier de l'année suivante conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 6]	566,69 €	578,02 €	589,58 €	601,37 €
[Taux 7]	2.835,02 €	2.891,72 €	2.949,55 €	3.008,54 €
[Taux 8]	5.676,40 €	5.789,93 €	5.905,73 €	6.023,84 €

[Taux 9]	l.318,02 €	l.344,38 €	l.371,27 €	l.398,69 €
----------	------------	------------	------------	------------

Article 7

La publicité distribuée à domicile par les soins de commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire de quartier avec un maximum de 7.000 exemplaires est exonérée ce, quel que soit le nombre de distributions par an.

Article 8

§1. - Le contribuable est tenu de faire, préalablement à chaque distribution, une déclaration à l'administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires à l'imposition, à transmettre au plus tard dans le courant de la deuxième quinzaine du mois qui précède la distribution. Il peut aussi remplir cette déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale.

§2 - Toutefois, l'administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5. - La déclaration qui accompagnera la demande de taxation forfaitaire est quant à elle valable jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours, sauf révocation expresse du contribuable notifiée à l'administration avec un préavis d'un mois.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 11

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique au compte de la commune.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 14

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 21 novembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2019.

David Neuprez,

Secrétaire Communal,



Bourgmestre ff-Présidente-Président,

Cécile Jodogne

Secrétaire Communal,

David Neuprez



Cécile Jodogne
Bourgmestre ff-Présidente

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2019

Voorwerp nr 28 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksai, Schepenen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, H. Thomas Eraly, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, H. Quentin van den Hove, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Emilie Desmedt, Gemeenteraadslid.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Emin Ozkara, Mevr. Claire Geraets, H. Youssef Hammouti, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken - Aanslagjaren 2020 tot 2024 – Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 35 stem(men) tegen 8 en 0 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gezien het raadsbesluit van 21 november 2018 betreffende de belasting op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken, goedkeurt voor de dienstjaren 2019 tot 2023;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegend dat de verspreiding van publiciteitsdrukwerken in het algemeen de normale levering van de geadresseerde post en de netheid van openbare wegen belemmert, die de gemeente dwingt meer middelen in te zetten om haar wettelijke missie op het gebied van netheid van de openbare weg te vervullen, te beperken of te doen compenseren;

Overwegende dat het aanbrengen van publicitair drukwerk op geparkeerde voertuigen ook aanzienlijke overlast veroorzaakt met betrekking tot de openbare netheid, aangezien in de meeste gevallen dit drukwerk op de openbare weg terecht komt;

Overwegende dat ongeadresseerd drukwerk voor advertenties, dat openstaat voor alle adverteerders of afkomstig is van één handelaar of een groep handelaars en dat 40% van niet-publicitaire redactionele teksten bevat, is vrijgesteld van de belasting;

Overwegend dat niet-publicitaire redactionele teksten bedoeld zijn om een sociale en algemene rol te spelen en niet om tot een commerciële transactie te leiden;

Overwegende het bevorderen van lokale commerciële activiteiten, is het niet nodig om deze te straffen, reclame die thuis wordt verspreid door handelaren als onderdeel van een campagne voor buurtreclame met maximaal 7.000 exemplaren per jaar is vrijgesteld, ongeacht het aantal distributies;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober, 5 en 26 november 2019 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

B E S L U I T :

Artikel 1

§1.- Er wordt voor de aanslagjaren 2020 tot en met 2024 een belasting geheven op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken. Wordt gevisieerd: de aan-huisbedeling van bladen en -kaarten, catalogi en dagbladen welke publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet zijn geadresseerd alsook het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

§2. - Enkel de gratis verspreiding bij de bestemmelingen wordt gevisieerd.

Artikel 2

§1. - Volgende bepalingen treffen de publicitaire drukwerken: welke aan alle aankondigers worden opengesteld of welke uitgaan van één handelaar of van een groep van handelaars en welke minder dan 40 % niet publicitaire redactionele teksten bevat.

§2. - Met redactionele teksten dient te worden verstaan:

- de geschreven teksten door journalisten in de uitoefening van hun beroep;
- de teksten welke naar de inwoners van de gemeente toe, een sociale en algemene voorlichtingsfunctie vermelden, buiten de handelsinformatie of welke een officiële voorlichting van openbaar nut aanbrengen ten voordele van de orde of het openbare nut, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, hospitalen, wachtdiensten (dokters, verplegers, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke inlichtingen of nationale en internationale berichten;
- algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten alsook inlichtingen zonder handelsdoeleinden welke voor de gebruikers bestemd zijn;
- inlichtingen inzake erediensten, aankondigingen voor activiteiten als festiviteiten, kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdehuizen en culturele centra ;
- verkiezingspropaganda;
- de kleine niet-commerciële advertenties uitgaande van particulieren, de notariële aankondigingen, en werkaanbiedingen.

§3. - Worden beschouwd als publicitaire teksten met handelsdoeleinden, de teksten of de artikels:

- in dewelke uitdrukkelijk of niet, melding wordt gemaakt van bepaalde firma's of bepaalde producten;
- die, de lezer rechtstreeks of onrechtstreeks, verwijzen naar handelsreclame;
- die, op een algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen, en aan te bevelen teneinde een handelstransactie te kunnen afsluiten;
- die, één of meer advertenties van particulieren of professionals bevatten met betrekking tot transacties van effecten of onroerende goederen.

Artikel 3

§1. - De belasting is verschuldigd door de uitgever der drukwerken welke door bijgaande bepalingen wordt getroffen.

§2. - De verdeler van de drukwerken, aan deze belasting onderworpen, is solidair aansprakelijk door de betaling van de belasting.

§3. - Indien noch de uitgever, noch de verdeler identificeerbaar zijn, is de belasting verschuldigd door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht. Onder natuurlijke persoon of rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht, verstaan we de natuurlijke persoon of rechtspersoon die mogelijks voordeel kan trekken uit de publiciteit.

Artikel 4

De aanslagvoeten voor het aanslagjaar 2020 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling :

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 0,69€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 1](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 3,36€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 2](#)];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad : 6,79€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 3](#)].

Wordt beschouwd als catalogus of publiciteitsblad, de samenstelling, wat ook de gebruikte methode betreft (klem, gelijmd, invoeging,...) van ten minste 2 bladen of publiciteitskaarten.

- Het aanbrengen op een voertuig :

§1. - 43,07€ per schijf van 100 aangebrachte exemplaren van hetzelfde drukwerk [[aanslagvoet 4](#)] met een minimum van 430,66€ dat altijd verschuldigd is [[aanslagvoet 5](#)];

De belasting is verschuldigd voor ieder begonnen schijf.

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
aanslagvoet 1	0,70 €	0,71 €	0,73 €	0,74 €
aanslagvoet 2	3,42 €	3,49 €	3,56 €	3,63 €
aanslagvoet 3	6,92 €	7,06 €	7,20 €	7,35 €
aanslagvoet 4	43,93 €	44,81 €	45,71 €	46,62 €
aanslagvoet 5	439,28 €	448,06 €	457,02 €	466,16 €

Artikel 5

Op schriftelijke aanvraag van de belastingplichtige kan, ter vervanging van de gelegenhedsheffing en in geval van wederkerende bedelingen, het College van Burgemeester en Schepenen een forfaitair maandelijks belastingstelsel verlenen, dit a rato van twaalf keer per jaar.

Artikel 6

De maandelijks forfaitaire aanslagvoeten voor het aanslagjaar 2020 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling :

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 555,57€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 6](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 2.779,43€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 7](#)];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad van dezelfde commerciële aard: 5.565,10€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 8](#)].

- Het aanbrengen op een voertuig :

§1. - 1.292,18€ per maand, wat ook het aantal exemplaren van hetzelfde drukwerk is dat in de loop van de maand aangebracht werd [[aanslagvoet 9](#)].

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel :

	Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
--	------------------	------------------	------------------	------------------

aanslagvoet 6]	566,69 €	578,02 €	589,58 €	601,37 €
aanslagvoet 7]	2.835,02 €	2.891,72 €	2.949,55 €	3.008,54 €
aanslagvoet 8]	5.676,40 €	5.789,93 €	5.905,73 €	6.023,84 €
aanslagvoet 9]	1.318,02 €	1.344,38 €	1.371,27 €	1.398,69 €

Artikel 7

De publiciteit, welke door handelaars wordt verdeeld aan huis in het kader van een publiciteitsactie in de wijk, met een maximum 7.000 exemplaren, ongeacht het aantal bedelingen per jaar, wordt van deze belasting vrijgesteld.

Artikel 8

§1. - De belastingplichtige is ertoe gehouden voorafgaandelijk aan iedere bedeling, een aangifte in te vullen bij het gemeentebestuur, welke alle elementen bevat, vereist tot vaststelling van de belastingaanslag, uiterlijk over te maken in de loop van de tweede helft van maand voorafgaand de verspreiding. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De aangifte die de vraag tot forfaitaire belasting vergezelt, zal geldig blijven tot 31 december van het lopende aanslagjaar, in zo verre de herroeping ervan niet schriftelijk wordt betekend aan het gemeentebestuur met een vooropzeg van één maand.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 11

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de gemeente.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 14

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2020 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 21 november 2018

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2019.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Cécile Jodogne
wnd Burgemeester-Voorzitster